



Nouveaux usages de l'internet dans les collectivités territoriales

Nice, France, 24 et 25 novembre 2011

www.crifp.fr/colloque/tic.grale

Appel à communication

Cette conférence pluridisciplinaire s'adresse naturellement à l'ensemble des chercheurs et experts en gestion et accueille aussi les contributions issues des sciences sociales et juridiques. Les contributeurs sont invités à présenter leurs recherches et travaux actuels sur les thèmes des nouvelles technologies et en particulier sur le thème suivant :

Nouveaux usages de l'internet dans les collectivités territoriales

Le mouvement de désinstitutionnalisation des administrations publiques, historiquement marqué par les lois de décentralisation de 1982 a considérablement modifié la société française. Les collectivités territoriales sont donc devenues des acteurs majeurs. Leur importance se mesure par leur budget, les missions de service public qu'elles assurent et les investissements qu'elles effectuent. Les nouvelles possibilités offertes par la modernisation des processus technique, juridique et managérial, amène les collectivités territoriales à s'interroger sur le rôle d'un citoyen à la fois usagers, client et contribuable dans la performance de la gestion publique. Ce phénomène émergent, qui signe l'institutionnalisation de la consultation de la population à l'échelle locale, englobe des dispositifs très différents, dont le point commun est de chercher à associer les citoyens ordinaires à la discussion des enjeux collectifs. Cette considération réactualisée du rôle du citoyen dans la gestion publique est illustrée par l'explosion des flux numériques et l'accélération des changements technologiques, qui se diffuse naturellement au sein des administrations publiques. Dans un contexte où les chantiers de l'accessibilité à Internet et du développement d'une culture d'usage chez les citoyens ne font que débuter, il y a lieu d'insister sur les possibilités offertes par Internet. A l'heure des réseaux, Internet offre de nouvelles possibilités dans les relations entre les administrations et les habitants et laisse entrevoir de nouvelles perspectives pour la gestion publique. En effet, Internet appréhendé comme un nouvel espace de réactivité et d'instantanéité relationnelle facilite le stockage et le traitement des données transmises par le citoyen aux administrations. De plus il semble être une variable indispensable dans la performance des services publics. L'utilisation de ces nouvelles technologies pour la gestion publique trouve ses applications dans l'e-administration qui désigne l'ensemble du processus lié

aux transmissions de données sous forme numérique et recouvre un large éventail de services, d'applications, de technologies et d'équipements, qui sont au centre d'une profonde transformation du travail administratif.

Ce colloque tente donc d'analyser au travers des sites internet des collectivités territoriales les modalités de relations entre les usagers et les administrations, pour en comprendre leurs applications de la gestion publique locale. En d'autres termes, le fait que ce processus participatif favorise des progrès démocratiques ne suffit pas à démontrer sa capacité à rendre un service public plus performant. La littérature identifie entre autres les avantages de la participation, ses risques, ses facteurs de succès et décrit les techniques les plus souvent utilisées. Nombre d'articles montrent des exemples d'applications sociales de la participation à des cas particuliers, mais très peu d'entre eux examinent son rôle dans la gestion des organisations publiques locales. Les contributions pourront porter sur les questions suivantes :

Thème 1. Stratégie de communication internet de la collectivité

- ❖ Les sites internet, nouvel outil de communication des collectivités territoriales? Quels sont les nouveaux outils valorisés ? Quels sont les objectifs d'un site internet pour une ville, un EPCI, une région,... ?
- ❖ Les stratégies de refonte des sites internet : quelle organisation ? Pourquoi réorganiser ? Quel impact sur l'organisation et sur la relation avec les habitants, les partenaires ?
- ❖ Quels sont les nouveaux outils utilisés sur les sites internet pour communiquer ? Quel rôle attendre des flux RSS ? La « e-newsletter » est-elle incontournable ? Existe-t-il des modes dans l'utilisation de certains outils (« *lip dub* ») ?
- ❖ Quel rôle joue Internet dans la constitution d'une aide à la décision ? Le rôle des bases de données...

Thème 2. Nouveaux services proposés sur le site internet (web 2.0)

- ❖ Quel est le rôle des citoyens dans la collecte de l'information ? L'encadrement de l'action des internautes sur un site de type « web 2.0 » est-il possible ? Quel rôle pour les *forums* ou les « *chats* » sur les sites des collectivités territoriales ? Les nouveaux outils impliquent-ils réellement de nouveaux services ?
- ❖ Quel investissement des villes ou autres collectivités sur les réseaux sociaux ? L'image d'une collectivité est-elle liée à ces réseaux sociaux ? Quelles sont les contraintes pour une collectivité à être présente sur un réseau social ? Pour ses élus ? Pour son administration ?

Thème 3. Internet une nouvelle approche de la gestion publique pour les collectivités territoriales

- ❖ En quoi Internet constitue-t-il aujourd'hui une nouvelle approche en termes de gestion publique? Quel rôle pour l'*Open source* des données publiques et le « *crowdsourcing* » ?
- ❖ Quelles applications pour la communication, notamment financière ? La communication sur internet ne fait-elle que respecter les textes ou peut-elle aller plus loin ?
- ❖ Internet est-il vecteur de qualité des actions publiques ? Quels dispositifs permettent d'améliorer le service des collectivités territoriales ? Existe-t-il des méthodes pour évaluer ou faire évaluer l'action d'une collectivité *via* les outils du web ?
- ❖ Quels sont les outils permettant l'innovation dans le changement organisationnel ? Les systèmes d'information géographiques sont-ils efficaces ? utilisés ? stratégiques ?

Thème 4. Internet nouvel enjeu juridique pour les collectivités territoriales

- ❖ Quels sont les enjeux en termes de propriété intellectuelle ? Les collectivités territoriales doivent-elles se protéger pour garantir leur image ? Quelles sont les conséquences en termes de base de données ?
- ❖ Comment garantir la sécurité des données présentes sur le site internet ? Comment garantir la protection de la vie privée des citoyens ? Quelles implications au niveau de la véracité des informations et de la confiance des citoyens dans l'outil internet (coffre fort électronique) ? Quels moyens juridiques et/ou législatifs pour développer les procédures administratives en ligne du côté des citoyens ? au sein de l'administration (signature électronique) ?

Comité scientifique

Moktar AMAMI, Université Royale de Montréal
Annie BARTOLI, Université de Versailles-Saint Quentin
David CARASSUS, IAE-Université de Pau et des Pays de l'Adour
Véronique CHANUT, Université Paris 2
Yves CHAPPOZ, IAE-Université Lyon 3
Martine COLLARD, Université Antilles-Guyane
Jean DESMAZES, Université de La Rochelle
Robert FOUCHET, Université Aix-Marseille 3
Lyvie GUERET-TALON, Skema
David HURON, IAE-Université Nice-Sophia Antipolis
Alain KIYINDOU, Université de Bordeaux 3
Jean LACHMANN, IAE-Université Nancy 2
Amar LAKEL, Université Bordeaux 3
Gérard LOISEAU, CERTOP/CNRS
Gérard MARCOU, Université Paris 1
Hélène MARION-MICHEL, ESC Chambéry
Frédéric MARTY, CNRS-Université Nice-Sophia Antipolis
Laurence MONNOYER-SMITH, Université de Technologie de Compiègne
Gérald ORANGE, IAE-Université de Rouen
Jean-Luc PISSALOUX, Université de Bourgogne
Jean-Jacques RIGAL, IAE-Université de Pau et des Pays de l'Adour
Jacques SPINDLER, IAE-Université Nice Sophia Antipolis
Thierry VEDEL, IEP Paris

Comité d'organisation (IAE-Université Nice-Sophia Antipolis) :

Inès ABID
Didier BEDE
Damien BO
Audrey CAUVIN
Amélie FIORELLO
David HURON
Philippe LUU
Grégory SPIETH
Jacques SPINDLER
Pierre TELLER



Les partenaires : Ce colloque est réalisé dans le cadre de l'axe de recherche « collectivités territoriales et nouveaux usages d'Internet » de la commission développement économique, innovation et développement durable du Groupe de recherche sur l'administration locale en Europe (GRALE). Il est soutenu par l'association internationale de recherche en management public (AIRMAP) et la société française des sciences de l'information et de la communication (SFSIC)



Les revues partenaires :

Les meilleures communications feront l'objet de publication dans l'une des revues partenaires : Communication et Organisation, Politique et Management Publique (PMP).



Les textes complets des communications pourront faire l'objet d'une publication aux éditions L'Harmattan.

Soumission des propositions

Délai de soumission des résumés (2500-3000 signes) : **15 mai 2011**

Retour des évaluations : 30 juin 2011

Remise de l'article définitif: 17 octobre 2011

Les propositions de communications, et le texte final sont à adresser à: tic.grale@gmail.com

Langues de travail

Les propositions de communication peuvent se faire en français et en anglais. Les langues utilisées pour les communications et les discussions seront le français et l'anglais.

Formats des communications

- Proposition de communication

Merci de soumettre un résumé de 2500 à 3000 mots présentant :

- Le titre de la communication.
- Le nom de l'auteur, l'affiliation, le contact de l'auteur et une biographie de trois lignes maximum. Les auteurs ne devront apparaître que sur la première page pour assurer une relecture anonyme des propositions de communication.
- Le thème général.
- La méthodologie de la recherche et les techniques empiriques utilisées.

- Texte final de la communication

Merci de respecter les consignes suivantes pour le texte final de la communication ainsi que pour le résumé :

- Le texte ne doit pas dépasser 20 pages (bibliographie et annexes comprises)
- Police : Times New Roman (12 points), interlignes 1,5 justifié
- Format A4, marge 2,5 cm

Sur la première page :

- Le titre de la contribution (Times New Roman 18 points)
- Le(s) nom(s) de(s) l'auteur(s) et celui de l'institution de rattachement (Times 14 points)
- Coordonnées de(s) auteur(s) : e-mail, téléphone (Times 12 points)
- Un court résumé (500 mots, Times 12 points)
- 5 mots-clés (Times 12 points)

Informations Pratiques

Site Internet de la conférence : www.crifp.fr/colloque/tic.grale

Contact administratif

Grégory SPIETH

Université Nice Sophia-Antipolis
Institut d'Administration des Entreprises

Pôle Universitaire Saint Jean d'Angély
24, Avenue des Diables Bleus
06357 NICE Cedex 04
Tél.: 04.92.00.11.01
Fax : 04.92.00.11.43

courriel : tic.grale@gmail.com
Tél : 06.63.23.25.08